SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 21 MARS 1895.

Deuxième feuillet de Pétitions.

(Voir le n° 27, session de 1894-1895, du Sénat.)

M. le Baron **de Crombrughe de Looringhe**, 1^{er} Rapporteur.

Numéros du registre des
d'ordre. pétitions.

1. 673. Par pétition datée de Tamise, le sieur Louis Raes signale que la Compagnie belge « L'Aurifère argentine », constituée en 1888, n'a jamais publié de bilan ; il prie le Sénat de faire respecter à cet égard la loi sur les sociétés.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

2. 675. Les sieurs Moureau et consorts demandent l'abolition du divorce.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

M. **Cogels**, 2^e Rapporteur.

3. 635. Des instituteurs communaux et adoptés du canton de Chièvres préconisent diverses mesures tendant à améliorer leur situation.

Même demande d'instituteurs communaux et adoptés des cercles cantonaux de Peer, Mons (ville), Lokeren, Hérenthals, Chimay, Lessines, Templeuve, Vielsalm, Péruwelz, Leuze, Bruges, Neufchâteau, Ninove, Bastogne, Tournai, Messancy, Duffel-Malines, Walcourt, Anvers, Saint-Hubert, Tubize, Courtrai, Antoing, Binche, Chênée, Gembloux, Goyer, Moll, Soignies, Ath, Philippe-

Numéros
d'ordre.

Numéros
du registre des
pétitions.

ville, Landen, Wavre, Saint-Georges, Lens, Gosselies, Menin, Enghien, Durbuy, Nassogne, Celles, Champlon, Herck-la-Ville, Fosses, Woluwe-Saint-Étienne, Fléron, Étalle, Marche (Marloie), Hannut, Braine-l'Alleud et Saint-Mard (Virton).

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, en recommandant ces pétitions à son bienveillant examen, à la veille du dépôt des projets de loi revisant la loi sur l'enseignement primaire.

M. Van Ockerhout, 3^e Rapporteur.

4. 667. Des habitants de Cluysen préconisent l'adoption de dispositions législatives en vue de mettre un terme à la concurrence malhonnête que fait la margarine à l'industrie du beurre.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre des Finances et à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.

5. 669. Le sieur Van Dieren, secrétaire de la Société « de Kempissche Biemaatschappij », prie le Sénat de voter un droit d'entrée de 50 centimes par kilo sur l'importation du miel exotique.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

M. Crousse, 4^e Rapporteur.

6. 621. Le sieur Pinzet, bourgmestre de Mariembourg, demande — comme ayant été faite en violation de l'article 66 § 3 de la loi communale — l'annulation d'une délibération du Conseil communal de cette ville, en date du 7 juin 1894, relative à la nomination d'un secrétaire communal.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

	Numéros
Numéros	du registre des
d'ordre.	pétitions.
7.	671.

Des ouvriers industriels et agricoles, des agriculteurs et des fabricants de Maubray exposent que la situation et l'existence ouvrière et industrielle sont mises en péril par le régime économique qui est appliqué actuellement en Belgique. Les pétitionnaires signalent que de grandes industries, et notamment l'agriculture, sont menacées de la ruine par l'importation de matières fabriquées à l'étranger et favorisées par des acquits-à-caution que nos voisins exploiteraient frauduleusement. Les pétitionnaires émettent l'espoir que le Gouvernement portera à cet état de choses intolérable le remède qui lui a été indiqué à maintes reprises en décrétant soit l'équivalent des acquits-à-caution, soit la réciprocité, soit des droits d'entrée.

Même demande d'ouvriers industriels et agricoles, d'agriculteurs et de fabricants de Bruges, Mortsels, Helchin, Comines, Roy et Wodecq.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre des Finances et à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.

8. 676. Les sieurs N. et Merveille, respectivement président et secrétaire du Comice agricole de Namur, déplorant la situation de plus en plus malheureuse de l'agriculture, préconisent l'établissement de droits d'entrée sur les céréales non alimentaires; ils estiment aussi que le régime abusif des acquits-à-caution nuit d'une façon considérable à la culture des céréales en Belgique et justifierait l'établissement de droits compensateurs à l'entrée pour éviter une concurrence absolument trop déloyale.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre des Finances et à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics, — et dépôt sur le bureau pendant la discussion du projet de loi qui concerne la matière.

M. Hardenpont, 5^e Rapporteur.

9. 541. Le sieur Émile Dokir, ex-chef piocheur au chemin de fer de l'État, à Charleroi, mutilé du bras gauche alors

Numéros du registre des
d'ordre. pétitions.

qu'il était de service, expose que le Ministre des Chemins de fer se refuse à lui servir une pension ou tout au moins à lui accorder une indemnité de 3,500 francs ; le pétitionnaire sollicite l'intervention du Sénat pour obtenir satisfaction.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

10. 628. Le Conseil provincial du Hainaut émet le vœu de voir la Législature abroger la loi sur le droit de licence.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

11. 679. Le sieur Malfaire, à Lodelinsart, sollicite l'intervention du Sénat pour obtenir le remboursement d'une somme de 330 francs qui lui serait due pour l'entretien de sa fille idiote.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

M. Plissart, 6^e Rapporteur.

12. 626. Par pétition datée de Liège, les sieurs Lovens et Genot, respectivement président et secrétaire de la Fédération des associations commerciales et industrielles de Belgique, protestent énergiquement contre l'adoption de toute loi pouvant porter atteinte à la liberté du travail tant au point de vue des ouvriers qu'à celui des patrons, en d'autres termes, contre l'introduction dans notre régime économique de toute loi spéciale en faveur de certaines classes de citoyens.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.

13. 666. L'abbé Nouwen, curé desservant à Bassenge, signale des lacunes que présenterait la loi du

Numéros
du registre des
d'ordre. pétitions.

17 août 1887 sur le paiement des salaires et demande la revision de cette loi.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice, avec prière de bien vouloir en tenir compte lors de la discussion du projet de loi complétant la loi du 16 août 1887 relative au paiement des salaires et l'article 499 du Code pénal.

14. 677. Les membres du Conseil communal d'Agimont exposent que le chemin de grande communication d'Hastière au Bac du Prince est dans un état déplorable et que les ressources pour sa réfection font absolument défaut aux communes sur le territoire desquelles il est construit; les pétitionnaires demandent la reprise de ce chemin par l'Etat.

Même demande des membres des Conseils communaux de Falmignoul, Gochenée, Hastière-Lavaux, Hastière-par-delà, Heer, Hermeton-sur-Meuse, Doische et Anthée.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.

M. le Comte **della Faille de Leverghem**, 7^e Rapporteur.

15. 649. Des bouchers du canton de Laroche demandent que les frais d'inspection des viandes soient mis à charge de l'État, de la province et des communes, sinon en totalité, au moins en partie.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.

16. 653. Le Conseil communal d'Auvelois émet le vœu de voir :
- A. Adopter le suffrage universel pur et simple pour l'électorat provincial et communal à l'âge de 21 ans et la représentation proportionnelle ;

Numéros
d'ordre. Numéros
du registre des
pétitions.

B. Discuter immédiatement la création d'une caisse de retraite pour les invalides du travail.

Même pétition du Conseil communal de Dampremy.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi pour le premier objet, à la Commission qui sera chargée d'examiner les projets de loi y relatifs, et pour le second, à M. le Ministre des Finances et à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.

17. 656. Des cafetiers et des commerçants de Tournai demandent l'abrogation du droit de licence; ils estiment que la perte que le retrait du droit de licence ferait subir au Trésor public pourrait être facilement compensée par une majoration de l'impôt sur la fabrication des alcools.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

18. 661. Les président et secrétaire général de la section belge de la Fédération internationale de l'arbitrage et de la paix, exposent qu'au cours de ce siècle, l'arbitrage volontaire a tranché des difficultés internationales dans plus de quatre-vingts cas et que le recours à ce mode de solution a été surtout fréquent en ces dernières années. Les pétitionnaires préconisent l'institution d'une juridiction internationale qui aurait non seulement pour but de résoudre les conflits qui lui seraient soumis, mais qui constituerait encore un Conseil d'État chargé de coordonner les conventions internationales actuellement existantes et de préparer celles qu'il semblerait utile de conclure. Les pétitionnaires estiment qu'il appartient au Gouvernement belge de prendre à ce point de vue une initiative hardie et, au cas où il considérerait comme trop périlleuses ces démarches à tenter par lui seul, ils suggèrent qu'une entente préalable s'établisse entre les différents pays neutres, qui s'adresseraient ensuite à l'Angleterre et aux États-Unis de l'Amérique du Nord, déjà disposés dès maintenant à conclure un traité d'arbitrage permanent.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre des Affaires étrangères.

(7)

Numéros
du registre des
d'ordre. pétitions.

19. 670.

Le sieur Moosen-Mathieu, cabaretier à Eygen-Bilsen, signale à l'attention de la Législature que dans les communes rurales un grand nombre de cabaretiers, pour se soustraire à la taxe sur les boissons alcooliques, servent leurs spiritueux dans une pièce voisine de la salle d'estaminet.

Pour remédier à cette situation, il propose de réunir en une seule patente la taxe sur le débit de la bière et le droit de licence sur les spiritueux, qui serait imposée dorénavant pour ouvrir un débit de boissons.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

Le Président,
Baron P. BETHUNE.